

Histoire et Philatélie

Algérie



Introduction

L'Algérie est un des cinq pays maghrébins d'Afrique du Nord, les autres étant la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et la Libye. Bordée au nord par la mer Méditerranée, l'Algérie a pour voisins la Tunisie et la Libye à l'est, le Maroc à l'ouest, la Mauritanie au sud-ouest, le Mali au sud et le Niger au sud-est.

Avec sa superficie de 2 381 740 km², c'est le plus grand pays d'Afrique. Le pays compte presque 45 millions d'habitants, la majorité vivant dans la zone septentrionale du pays, la partie méridionale faisant partie du désert du Sahara.

Ayant acquis son indépendance en 1962, l'Algérie est actuellement une république, avec la ville côtière d'Alger comme capitale.



Carte de l'Algérie (Extrait du site nationsonline.org)

I. L'Algérie avant l'arrivée des Français (...-1830)

De nombreux vestiges préhistoriques prouvent que l'Algérie a été un des berceaux de l'humanité. Des restes d'hominidés datant de plus de deux millions d'années ont été retrouvés.



1981, n°s 747/750

Peintures rupestres du parc national de Tassili n'Ajjer, dans le sud-est saharien de l'Algérie

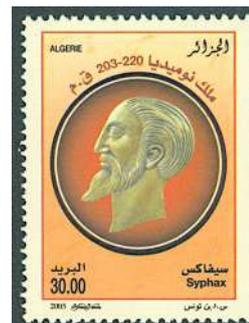
À partir d'environ 400 a.C. plusieurs petits royaumes berbères vont apparaître dans le nord de l'actuelle Algérie. Ils vont longtemps se combattre pour obtenir la suprématie sur tout le territoire, et finalement, le royaume numide émerge de ces conflits.

L'auteur de l'unification de la Numidie et son premier roi est Massinissa, qui règne pendant la première moitié du deuxième siècle a.C. Il commence par éliminer en 203 a.C. son rival Syphax, qu'il livre aux Romains. Pendant la deuxième guerre punique, il choisit le camp de Rome et participe en 202 a.C. à la victoire de Scipion contre Hannibal lors de la bataille de Zama.

2004, n° 1364
Massinissa



2005, n° 1431
Syphax



Massinissa a l'intelligence de faire profiter la Numidie de la culture et du savoir carthaginois et romains. Il meurt en 148 a.C. Peu de temps après, en 146 a.C., Rome met définitivement fin à Carthage en détruisant complètement la cité.

Le successeur de Massinissa est son fils Micipsa, qui est nettement moins populaire, et dont le rival le plus sérieux est son neveu Jugurtha. À la mort de Micipsa en 118 a.C., Jugurtha parvient à éliminer tous ses rivaux et devient à son tour roi de Numidie. Voulant restaurer l'unité et la puissance du royaume numide qui était tombé progressivement dans l'orbite romaine, il se rebelle contre Rome. Il va mener pendant huit ans, avec des hauts et des bas, une guerre contre Rome, mais il est finalement livré aux Romains par son beau-père. Jugurtha est exécuté dans la prison de Tullianum, à Rome, en 104 a.C.



2004, n° 1365
Micipsa



2004, n° 1366
Jugurtha

Après la chute de Jugurtha, la Numidie, bien que restant officiellement indépendante, devient la vassale de Rome, qui partage le royaume et attribue le trône à qui elle veut. C'est ainsi que dans la partie orientale de la Numidie, Juba I^{er}, un des successeurs de la dynastie de Massinissa, occupe à partir de 60 a.C., le trône en accord avec Rome.

Mais en 46 a.C., il mise sur le mauvais cheval en choisissant le camp de Pompée contre César. Après la victoire de César contre Pompée à la bataille de Thapsus en 46 a.C., Juba I^{er} se suicide. Son fils, Juba II, se marie avec la fille de Cléopâtre et de Marc Antoine. Il choisit cependant le camp d'Octave contre Marc Antoine, et conservera le titre de roi de la Numidie, qui a été reconstituée, avec l'accord de Rome. Il n'est évidemment plus qu'une marionnette entre les mains des Romains.

À sa mort en 23 p.C., son fils Ptolémée de Maurétanie lui succède, jusqu'en 40 p.C., quand l'empereur Caligula le fait assassiner et met fin au royaume numide, en annexant toute l'Afrique du Nord à l'empire romain.



2004, n° 1367
Juba I^{er}



2004, n° 1368
Juba II



2005, n° 1430
Ptolémée de Maurétanie

L'Algérie est donc entièrement romaine à partir de 40 p.C. La partie orientale garde la nom de Numidie (ou Africa nova), la partie occidentale est la Maurétanie. La population se concentre surtout dans les villes du nord, où l'on retrouve des splendides mosaïques des villas patriciennes.



1977, n°s 663/666

Les mosaïques "Les Saisons", provenant d'une villa romaine d'Aïn Beïda



1980, n°s 709/711
La mosaïque dionysiaque de Sétif

L'on retrouve en Algérie de nombreux vestiges de la présence romaine, comme à Madaure (actuellement M'daourouch, où saint Augustin effectua une partie de ses études), Khemissa et Calama (actuellement Guelma).



2009, n°s 1535/1537
les sites archéologiques romains de Madaure, Khemissa et Guelma

Un des sites archéologiques les plus importants est Tipasa (actuellement la ville côtière de Tipaza), qui conserve les très belles ruines d'une ville romaine entière. Le site a été classé en 2002 au patrimoine mondial de l'UNESCO.



1955, n° 327
Le site archéologique de Tipasa

L'Afrique du Nord est progressivement christianisée, et surtout après l'édit de Milan, promulgué en 313 par l'empereur Constantin, qui institue la liberté de culte, la religion chrétienne y connaît un grand succès.

Un des grands penseurs de l'Église chrétienne est d'origine nord-africaine : il s'agit de saint Augustin (354-430), qui deviendra un des quatre "Pères de l'Église". Il est né à Thagaste (actuellement Souk Ahras) en Algérie.



1954, n° 318
Saint Augustin

L'occupation romaine va durer jusqu'en 429, quand les Vandales de Genséric, venus d'Espagne, envahissent l'Afrique du Nord. Sous leur domination, des petits royaumes berbères, jouissant d'une grande autonomie, se reconstituent progressivement, tout comme en Libye.



2003, n°s 1341/1342
Tablettes vandales

Après un siècle, les Vandales sont défaits en 533 par l'armée byzantine de l'empereur Justinien, commandée par Bélisaire. L'Algérie devient alors une province de l'Empire romain d'Orient, dont le siège est à Constantinople. Elle est gouvernée par un exarque, qui jouit d'une large autonomie, et qui s'oppose régulièrement, surtout pour des questions religieuses, à Constantinople.



Mexique, 1972, n° 785
Mosaïque de l'empereur Justinien, dans l'église de saint Vital à Ravenne

Mais, tout comme Rome avait dû céder la place face aux Vandales, Constantinople devra abandonner à la fin du VII^e siècle l'Afrique du Nord, conquise par les Arabes.

C'est le début de l'islamisation et de l'arabisation de l'Algérie. La conquête de l'Algérie par les forces arabes s'est faite dans la deuxième moitié du VII^e siècle, et est achevée en 711.

Les tribus berbères résistent également pendant de longues années à l'invasion arabe, mais finissent par se soumettre. Elles seront progressivement islamisées et arabisées.

On peut considérer que l'islamisation est achevée au IX^e siècle, tandis que l'arabisation s'effectue beaucoup plus lentement, car les tribus berbères offrent une résistance longue et acharnée contre la domination arabe.

Les dynasties arabes gouvernant le territoire de l'actuelle Algérie vont se succéder à un rythme rapide. Parfois ce sont des dynasties locales qui jouissent d'une très large autonomie (Rostémides de 767 à 909, Zirides de 972 à 1148, Hammadides de 1014 à 1152, Zianides de 1235 à 1556), et parfois le territoire fait partie de plus larges ensembles nord-africains (Omeyyades au VIII^e siècle, Fatimides au X^e siècle, Almoravides au XI^e siècle, Almohades au XII^e siècle).

C'est sous les Zirides que la ville d'Alger est fondée vers 960, sur les vestiges de l'ancienne Icosium romaine. Les vestiges de cette ville plus que millénaire forment la Casbah, le cœur historique d'Alger.



1973, n° 580
Millénaire de la ville d'Alger

La dynastie la plus importante est celle des Zianides, qui règne pendant plus de trois siècles sur une grande partie de l'Algérie actuelle. Leur capitale est Tlemcen, dont ils font une ville riche et prospère, et un centre de rayonnement religieux et culturel. La dynastie hafside occupe le tiers oriental de l'Algérie, et fait de Tunis sa capitale.

Après la chute de Grenade en 1492, suivie de l'expulsion des musulmans de la péninsule ibérique, l'Algérie connaît un grand afflux d'immigrés andalous. Rien que la ville de Tlemcen accueille 50 000 immigrés venant d'Espagne, qui font profiter la capitale zianide de leur savoir et de leur culture.

Un nouvel élément va changer le cours de l'histoire : au début du XVI^e siècle, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille (*Los Reyes Católicos*) veulent conquérir le Maghreb et menacent Alger. La ville fait alors appel aux frères Arudj et Khayr ad-Din Barberousse, des corsaires qui rendent la vie dure aux navires espagnols et vénitiens et qui s'emparent d'Alger et de Tlemcen en 1516. Les frères Barberousse prennent les ports tunisiens comme bases d'attache, avec l'accord des Hafsides.



Turquie, 1941, n° 956
Khayr ad-Din Barberousse

Constatant la faiblesse des Hafsides, Khayr ad-Din Barberousse, qui, pour jouir de la puissante protection ottomane, s'était déclaré en 1519 vassal du sultan d'Istanbul, s'empare en 1534 de Tunis, qui devient ainsi une partie de l'Empire ottoman.

Mais dès 1535, la flotte de Charles Quint, commandée par le Génois Andrea Doria, reconquiert Tunis et rétablit les Hafsides, qui passent sous la tutelle espagnole.

Entretemps, les Ottomans ont eu le temps de reconstituer leur flotte, et Khayr ad-Din Barberousse, qui a été nommé Grand Amiral de la flotte ottomane, remporte en 1538, au service du sultan Soliman, une importante victoire lors de la bataille navale de Préveza, dans le nord-ouest de la Grèce, où il défait les flottes réunies du pape, de Venise, de Gênes et d'Espagne, toujours commandées par l'amiral génois Andrea Doria.

Grâce aux succès de sa flotte, le sultan Soliman parvient à étendre son pouvoir sur la majeure partie de l’Afrique du Nord (l’est du Maroc, l’Algérie, la Tunisie et la Libye).



*Turquie, 2008, n°s 3393/3394
470^e anniversaire de la bataille navale de Préveza (1538). L’amiral Khayr ad-Din Barberousse*

L’Espagne est contrainte de reconnaître la suprématie ottomane sur la majeure partie de la côte nord-africaine : Alger, Tunis et Tripoli deviennent les “régences barbaresques”.

Khayr ad-Din Barberousse devient ainsi dès 1519 le premier dirigeant de la régence ottomane d’Alger, et en 1533, il en est nommé le *beylerbey*, (gouverneur).

Mais cet empire est trop étendu pour être gouverné efficacement : dès la fin du XVI^e siècle, l’autonomie de ces régences face à Istanbul progresse rapidement. Un pacha local reste le représentant officiel du sultan, mais il n’a plus qu’un rôle honorifique. À Alger, le véritable pouvoir est exercé par le *dey*, choisi par une assemblée de notables, le *diwan* d’Alger. Bien que restant officiellement vassale du sultan, l’autonomie de l’Algérie est totale.



*1975, n° 633
Le palais du dey à Alger*

Après une période de prospérité et de stabilité sous les deys successifs, le déclin s’amorce à la fin du XVIII^e siècle. Ce déclin coïncide avec le déclin de l’Empire ottoman.

La guerre civile s’installe en Algérie, accompagnée de plusieurs coups d’état sanglants. Entre 1805 et 1817, six deys sont renversés et exécutés.

Afin de développer leur commerce, les puissances européennes manifestent de plus en plus d’intérêt pour le bassin méditerranéen, et cherchent à sécuriser les routes maritimes. C’est dans ce but que les forces anglaises bombardent en 1816 la ville d’Alger et détruisent la flotte du dey.

La France ne veut pas rester en arrière, et cherche un prétexte pour s’installer en Algérie. Ce prétexte est trouvé le 30 avril 1827, lorsque le dey, pour une banale affaire financière, donne un coup d’éventail sur la tête du consul de France.

Cet “affront inacceptable”, considéré comme un incident diplomatique majeur, va déboucher trois ans plus tard, en 1830, sur la conquête française de l’Algérie. Le conflit commence par l’évacuation de tous les ressortissants français d’Alger et par l’installation d’un blocus maritime de la ville.



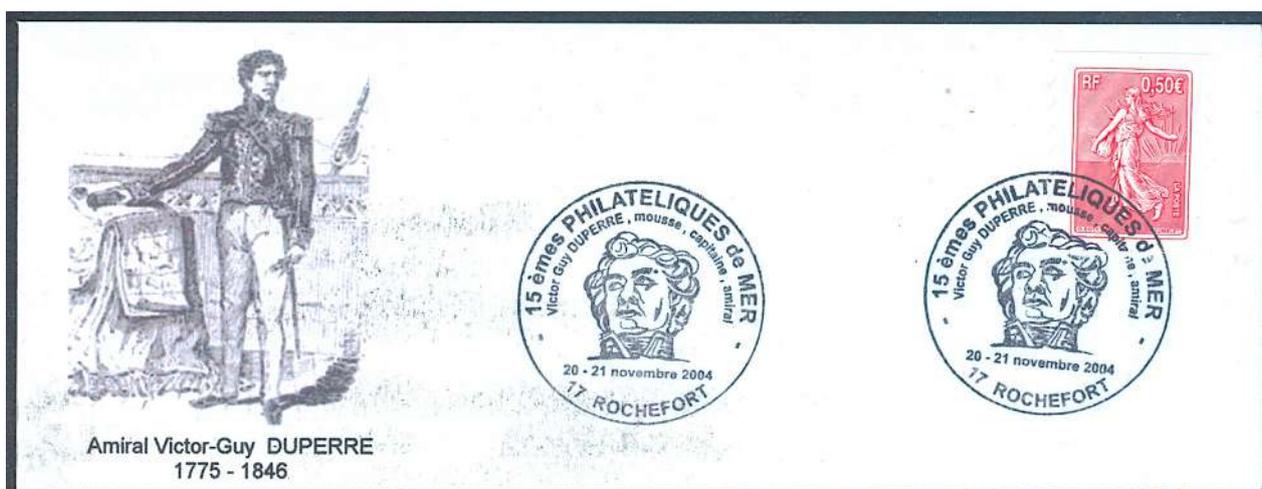
*1930, n° 100
Alger en 1830*

II. L'Algérie française (1830-1962)

La conquête française de l'Algérie commence en 1830, avec le débarquement d'un corps expéditionnaire à Sidi-Ferruch, à trente kilomètres à l'ouest d'Alger. Elle va se terminer en 1847 avec la reddition d'Abd el-Kader.

La première étape de la conquête se situe encore à la fin du règne de Charles X, et commence par le débarquement le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch du corps expéditionnaire français, commandé par le général Bourmont.

Dès le 5 juillet 1830, la flotte française, commandée par l'amiral Guy-Victor Duperré, conquiert facilement la ville d'Alger, et le même jour, le dernier dey Hussein signe la capitulation.



2004, fragment d'enveloppe et oblitération en commémoration de l'amiral Duperré

La conquête complète de l'Algérie se situe entièrement durant le règne de Louis-Philippe, qui a pris le pouvoir en France en juillet 1830.

Le plus grand adversaire des Français est l'émir Abd el-Kader, chef religieux et militaire, qui tiendra tête aux forces françaises de 1832 à 1847. La lutte entre Abd el-Kader et les troupes françaises va donc durer plus de quinze ans, et est de temps en temps interrompue par des trêves et des traités.

Ces quinze années voient s'alterner les défaites et les victoires. Abd el-Kader essuie un échec à Oran (1832), mais la signature de la convention Desmichels lui permet d'asseoir sa domination sur de nombreuses tribus de l'ouest du pays (1834). Il est vainqueur à La Macta en 1835, mais la même année, il perd sa capitale Mascara. Le traité de la Tafna, qu'il signe avec Bugeaud en 1837, en fait le souverain d'un véritable royaume arabe pourvu de tous ses organes.

Mais les hostilités reprennent en 1839. Bugeaud, grâce à une organisation combinée de points d'occupation fixes et de fortes colonnes mobiles, frappe des coups décisifs, et bientôt, la plupart des tribus se soumettent à la France. Abd el-Kader est contraint de se limiter à une guérilla de partisans. Après la prise de sa *smalah* en 1843, il doit faire sa soumission à Lamoricière en décembre 1847.



France, 2008, n° 4145



1983, n° 786
Abd el-Kader



France, carte maximum de 2008 avec le timbre n° 4145
Abd el-Kader



1966-1967, n°s 431/432 & 455/457



1968-1971, n°s 470/472
Abd el-Kader

Les Français s'emparent de Constantine en 1837, après une résistance acharnée menée par le dernier bey de la ville, Ahmed Bey. Ayant dû fuir la ville en 1837, il va mener une guérilla sans merci contre les troupes françaises jusqu'en 1848.



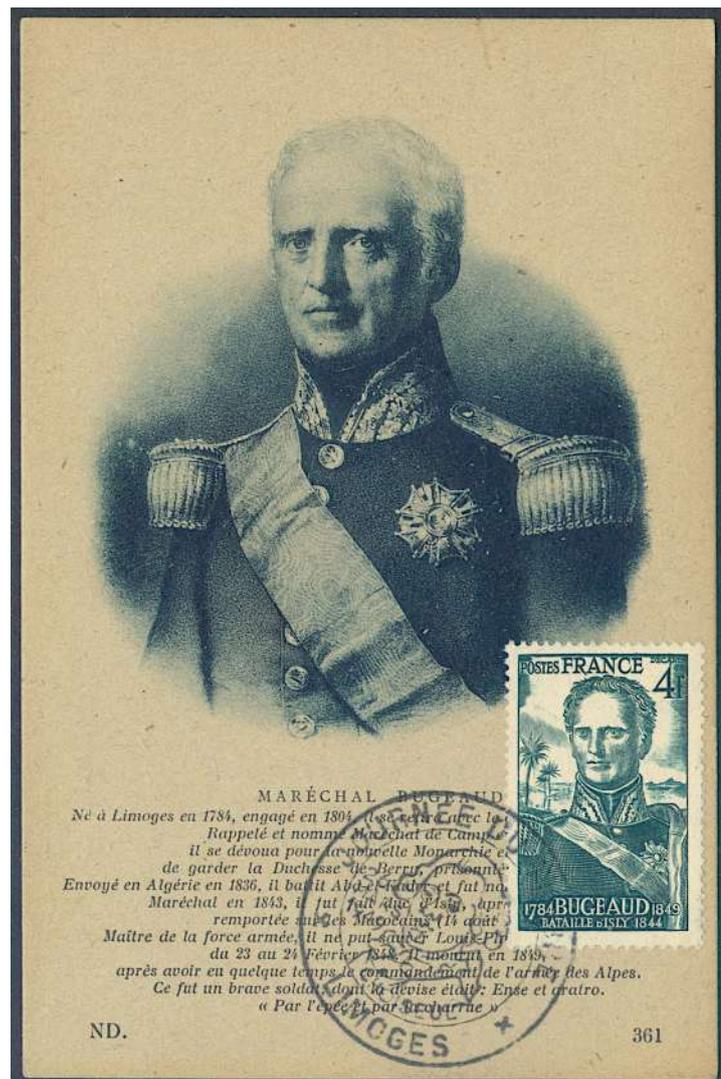
1937, n°s 131/134
100^e anniversaire de la prise de Constantine

Du côté français, le personnage le plus important de la conquête de l'Algérie est le général Thomas Bugeaud de la Piconnerie.



2007, n° 1484
Ahmed Bey

Le général Bugeaud est envoyé en Algérie en 1836, où son efficacité tactique donne progressivement l'avantage aux troupes françaises. Nommé gouverneur général de l'Algérie en 1840, il soumet d'abord les Arabes, et organise ensuite le pays conquis en transformant ses soldats en ouvriers et en colons. Nommé maréchal de France en 1843, il reçoit le titre de duc d'Isly après sa victoire sur les Marocains.



France, carte maximum de 1944 avec le timbre n° 662
Le maréchal Bugeaud



1950, n° 285

Les deux adversaires : Abd el-Kader et le maréchal Bugeaud

Le meilleur exemple de la méthode employée en Algérie par Bugeaud est la construction en 1838 d'une nouvelle ville sur les ruines de l'ancienne Rusicada romaine, une ville qui reçoit le nom de Philippeville en l'honneur du roi Louis-Philippe. C'est actuellement la ville de Skikda.



1938, n°s 142/146

100^e anniversaire de la fondation de Philippeville

Le 12 décembre 1848, l'Algérie est déclarée partie intégrante du territoire français. L'Algérie est divisée en trois départements : Alger, Oran et Constantine.

Le dernier îlot de résistance est Zaatcha, en Kabylie, dans le nord-est de l'Algérie. La ville de Zaatcha est conquise en novembre 1849 après un long siège, mais c'est au prix de plus de 3000 morts.



1998, n° 1167

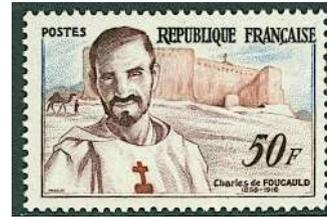
La bataille de Zaatcha en 1849

Sous le Second Empire (Napoléon III, 1852-1870) et sous la troisième République, le nombre de colons, surtout des Français, qui s'installent en Algérie croît rapidement, et en 1914, l'Algérie compte 750 000 colons, mais la communauté musulmane et la communauté européenne vivent ensemble sans se mélanger.

Entretemps, la France progresse vers le sud, et il faut un demi-siècle pour obtenir la soumission des tribus des Touaregs algériens qui peuplent le Sahara. Cette conquête est surtout l'œuvre du général Laperrine, tandis qu'un autre Français, Charles de Foucauld, s'installe dès 1901 en plein Sahara, pour y vivre en missionnaire et philanthrope au milieu des Touaregs. Il est assassiné en 1916.



1950, n° 284
50^e anniversaire de la présence française à In Salah,
en plein cœur du Sahara algérien.
Le général Laperrine et Charles de Foucauld.



France, 1959, n° 1191
Charles de Foucauld

Il ne faut cependant pas croire que la population algérienne se résigne facilement à accepter le fait d'être, depuis 1848, des "citoyens français". Ce sont surtout des cheikhs locaux qui entretiennent les sentiments anti-français, et une grande révolte éclate en 1871 en Kabylie. Plus de 200 000 Algériens se soulèvent contre la présence française, sous la conduite des cheikhs el Mokrani et Mohamed Ameziane Belhaddad. Cette révolte est réprimée après quelques mois, et leurs chefs sont soit emprisonnés, soit déportés à Cayenne ou en Nouvelle Calédonie.



2001, n° 1300
Cheikh el Mokrani



2007, n° 1462
Cheikh Mohamed Ameziane Belhaddad

Un autre chef religieux et militaire, le cheikh Bouamama, va ensuite encore diriger une longue résistance armée contre les Français, de 1881 à 1908.



2001, n° 1299
Cheikh Bouamama

Dans l'entre-deux-guerres, ce sont surtout des chefs religieux qui entretiennent les sentiments anti-français dans la population algérienne. Ils fondent en 1931 *l'Association des oulémas musulmans algériens*, qui prône une religion islamique pure et dure, mais qui s'oppose en même temps à la présence française, en se basant sur son slogan "*L'islam est notre religion, l'arabe est notre langue et l'Algérie est notre pays*". Ses chefs sont le cheikh Ben Badis, auquel succède le cheikh Mohamed Bachir el Ibrahimi.



1979, n° 700
Cheikh Ben Badis



1981, n° 735
Cheikh Mohamed Bachir el Ibrahimi

Pendant la deuxième guerre mondiale, l'Algérie reste initialement sous le contrôle du gouvernement de Pétain à Vichy. En Algérie, l'événement majeur du début de la guerre est l'attaque de la Navy britannique contre une escadre de la marine française à Mers el-Kébir, en juillet 1940. La raison en est la crainte de Londres de voir la marine française tomber entre les mains des Allemands.



1941, n° 168
Le maréchal Pétain



Marshall Islands, 1990, n° 306
50^e anniversaire de l'attaque de Mers el-Kébir

Les choses vont rapidement évoluer après le débarquement de troupes américaines à Alger, le 8 novembre 1942. Après l'assassinat de l'amiral Darlan le 24 décembre 1942, Les généraux Giraud et de Gaulle essaient de s'entendre en dirigeant ensemble le CFLN (*Comité français de libération nationale*), mais la cohabitation s'avère impossible, et le 3 juin 1944, le CFLN devient le GPRF (*Gouvernement provisoire de la République française*), qui siège à Alger jusqu'à la libération de Paris. De Gaulle en est devenu le leader incontesté.

Après la guerre, le mouvement national algérien s'amplifie rapidement. Alors que dans l'entre-deux-guerres, il se basait surtout sur des motifs religieux, avec *l'Association des oulémas musulmans algériens*, il devient nettement politique et militant à partir de 1945.

Le 8 mai 1945, une manifestation tourne à l'émeute à Sétif, et plus de cent Européens sont massacrés. La répression est extrêmement brutale, et provoque la mort de plusieurs milliers d'Algériens.



1995, n° 1086
50°, 60° et 65° anniversaire de la répression du massacre de Sétif du 8 mai 1945



2005, n° 1404



2010, n° 1565

Après l'émeute de Sétif, toute l'opposition doit entrer dans la clandestinité. L'OS (*Organisation spéciale*), dirigée par Mohamed Belouizdad, est créée en 1947, pour rassembler des armes, afin d'entamer la lutte armée contre la France.



2022, n° 1889
Mohamed Belouizdad, chef de l'OS

Plusieurs mouvements sont alors fondés, tous prônant la lutte armée contre la France. Même si leur objectif final est identique, ces mouvements vont souvent se combattre avec acharnement. Le plus important en est le FLN (*Front de libération nationale*), créé en 1954.

La révolution algérienne éclate le 1^{er} novembre 1954. Cette date est considérée comme le véritable départ de la guerre d'Algérie, qui va durer jusqu'en 1962.



1963, n° 382



1979, n°s 706/707



Commémorations du début de la révolte contre la France en 1954



1974, n°s 599/602



1984, n° 825



1994, n° 1069



1999, n°s 1215/1216

Commémorations du début de la révolte contre la France en 1954



2004, n° 1387

*Les six chefs du FLN qui déclenchent la lutte armée le 1^{er} novembre 1954 :
Rabat Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche, Mohamed Boudiaf,
Belkacem Krim & Larbi Ben M'hidi*

La guerre s'intensifie rapidement, avec des massacres, des attentats et des actes terroristes. Les violentes actions des insurgés algériens et la dure répression par les forces françaises sont la preuve de la haine tenace entre les deux communautés. Un exemple en est le 20 août 1955, quand près de 200 Européens sont massacrés à Philippeville, ce qui est suivi en répression par l'exécution de milliers d'Algériens. Un autre en est le bombardement, le 8 février 1958, du village de Sakiet Sidi Youssef, faisant des dizaines de victimes innocentes.



1975, n° 622

*20^e anniversaire du massacre de Skikda,
(Philippeville), le 20 août 1955*



1998, n° 1160

*40^e anniversaire du bombardement de
Sakiet Sidi Youssef, le 8 février 1958*

Les événements politiques se succèdent également avec une grande rapidité. Le FLN proclame en 1958 la naissance du GPRA (*Gouvernement provisoire de la République algérienne*) mais peu après, ses leaders, dont Boudiaf et Ben Bella, sont emprisonnés en France, après détournement de leur avion.



1998, n° 1176
40^e anniversaire de la création du GPRA

Le putsch d'Alger, réalisé le 13 mai 1958 par des militaires (Salan e.a.) et des politiciens (Soustelle e.a.) locaux, provoque l'arrivée au pouvoir en France du général de Gaulle, qui se range initialement du côté des partisans de l'Algérie française, mais qui constate rapidement que cette situation est sans issue, et prépare alors l'indépendance de l'Algérie.

Cette volonté du général de Gaulle d'accorder l'indépendance à l'Algérie rencontre une opposition farouche chez les partisans de l'Algérie française, qui se manifeste d'abord en avril 1961 par la tentative manquée de coup d'État des généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan, ensuite par la création de l'OAS (*Organisation de l'armée secrète*), une organisation qui exécute de nombreux actes terroristes aussi bien en Algérie qu'en France, dont la tentative d'assassinat du général de Gaulle le 22 août 1962.

Un exemple en est le massacre de plus de cent Algériens à Paris par les forces policières françaises le 17 octobre 1961, après une manifestation organisée par le FLN.

Finalement, des négociations entre la France et le GPRA algérien aboutissent le 18 mars 1962 aux accords d'Évian, qui prévoit l'indépendance de l'Algérie pour le 5 juillet 1962.



2011, n° 1603
50^e anniversaire du massacre
du 17 octobre 1961 à Paris



2012, n° 1617
50^e anniversaire des accords d'Évian

I. L'Algérie indépendante (1962-...)

L'Algérie proclame son indépendance le 5 juillet 1962. Le premier président en est Ferhat Abbas, un des leaders historiques du FLN. Il est confronté dès le début à deux problèmes : d'abord l'exode massif vers la France des "Pieds-noirs", c'est-à-dire les Français originaires d'Algérie. On estime leur nombre à environ un million et demi. Ils formeront évidemment une base solide pour l'OAS.

Le deuxième problème est celui des *harkis* : les Algériens qui ont collaboré avec les Français. Un grand nombre a été victime de terribles représailles de la part des "vainqueurs" algériens.



2008, n° 1504
Ferhat Abbas



France, 1989, n° 2613
Hommage aux harkis

Les premiers timbres de l'Algérie indépendante sont des timbres de France avec la surcharge EA (État algérien). L'indépendance a été régulièrement commémorée par de nombreux timbres-poste.



1962, n°s 359/363
Surcharge EA sur timbres français



1963, n° 379



1997, n° 1137
Commémorations de l'indépendance

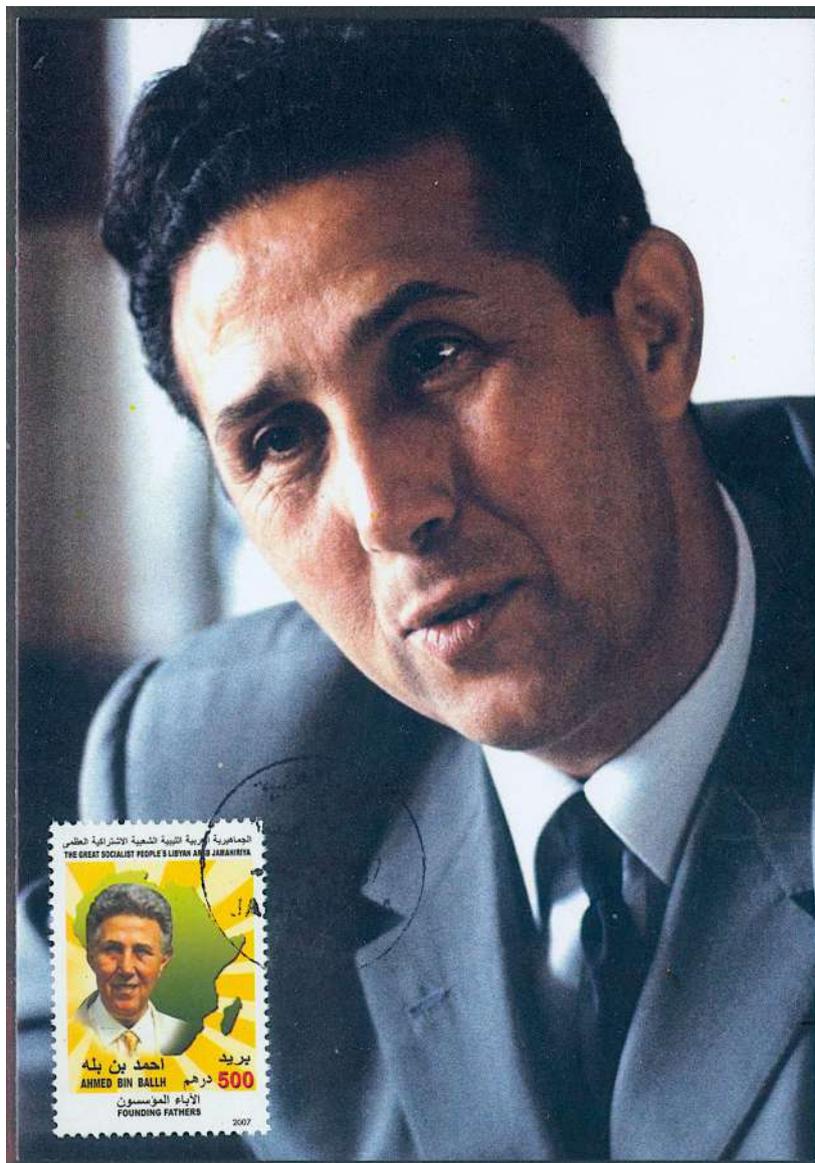


2007, n° 1472



1982, n°s 766/768
Commémorations de l'indépendance

Le successeur de Ferhat Abbas est Ahmed Ben Bella, également un des leaders du FLN. Élu en 1963, il occupe la présidence jusqu'en 1965. Il essaie de développer un socialisme algérien, prenant comme grand modèle le président Nasser d'Égypte.



*Libye, carte maximum de 2007 avec le timbre n° 2443
 Ahmed Ben Bella*

Ben Bella fait voter une constitution en 1963 qui lui donne des pouvoirs accrus. Il se base sur l'armée, et fait du FLN le parti unique de l'Algérie. Mais il est renversé le 19 juin 1965 par Houari Boumédiène, qui occupera la présidence jusqu'à sa mort le 27 décembre 1978.



1963, n° 381

Promulgation de la constitution de 1963



1979, n° 696



1979, n° 698

Le président Houari Boumédiène



2018, n° 1835

Boumédiène dirige le pays en véritable dictateur, supprimant la constitution et cumulant tous les pouvoirs. Il élimine progressivement tous ses vieux compagnons et amis de la guerre d'Algérie : Ahmed Ben Bella et Ferhat Abbas sont emprisonnés, Mohamed Khider et Belkacem Krim sont assassinés.

Le FLN reste le parti unique, jusqu'en 1976, quand Boumédiène se fait élire à la présidence pour la première fois par un scrutin national (il est le seul candidat...). Il est élu avec 99,50% des voix... Une deuxième constitution est immédiatement promulguée, qui crée une nouvelle Assemblée.



1976, n° 652

La nouvelle constitution de 1976



1977, n° 660

La nouvelle Assemblée

Leader pragmatique, sa politique tend à développer l'économie et à faire profiter l'Algérie de ses richesses naturelles, surtout le pétrole. Il meurt le 27 décembre 1978.

Après un intérim de Rabah Bitat, c'est Chadli Bendjedid qui accède à la présidence, qu'il occupera jusqu'en 1992. Bendjedid essaie de démocratiser et de libéraliser l'Algérie, promulguant en 1989 une troisième constitution qui instaure le multipartisme. Mais ce multipartisme profite surtout aux formations islamiques radicales, et devant la menace de cet islamisme intégriste, l'armée oblige Bendjedid à démissionner en 1992.



2004, n° 1390
Rabah Bitat, président
intérimaire en 1979



1979, n° 699
Élection à la présidence
de Chadli Bendjedid



1991, n° 993
Promulgation de la
troisième constitution

À partir de 1992, la situation en Algérie est souvent chaotique et anarchique. Le successeur de Bendjedid, Mohamed Boudiaf, est assassiné le 29 juin 1992 après seulement quelques mois à la tête de l'État.



1992, n°s 1027/1028
Mohamed Boudiaf

Après la courte présidence d'Ali Kafi, c'est Liamine Zéroual qui occupe la présidence de 1994 à 1999. C'est un militaire qui essaie d'endiguer l'islamisme radical qui progresse en Algérie. Mais la guerre civile ravage le pays pendant la dernière décennie du XX^e siècle.

Ensuite vient la longue présidence d'Abdelaziz Bouteflika, de 1999 à 2019. Il parvient à mettre fin à la guerre civile et à entamer un processus de réconciliation nationale, avec sa loi dite de la "concorde civile", votée en 1999, qui prévoit une large amnistie.



2000, n°s 1247/1250
Vote de la loi de la “concorde civile”



2005, n° 1398
Réconciliation nationale

Malheureusement, Bouteflika est victime en 2013 d’un grave accident vasculaire cérébral, et c’est très diminué qu’il garde une présidence purement nominale jusqu’en 2019.

Après Bouteflika, les problèmes s’amoncellent en Algérie, avec une population de plus en plus mécontente de ses leaders politiques, le tout avec une coloration religieuse, car l’intégrisme islamique reste puissant en Algérie.

Histoire et Philatélie

Maroc

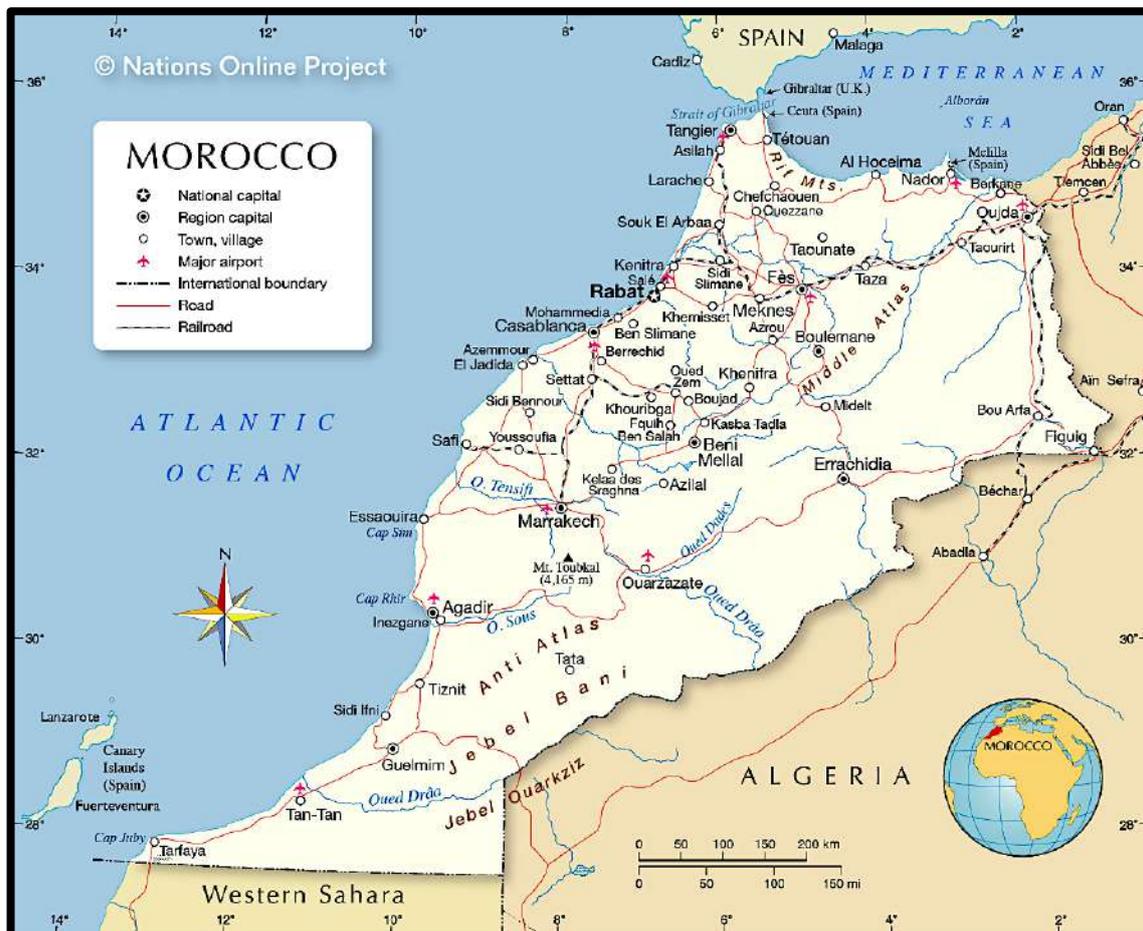


Introduction

Le Maroc est un des cinq pays maghrébins d'Afrique du Nord, les autres étant la Mauritanie, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Bordé au nord par la mer Méditerranée et à l'ouest par l'océan Atlantique, le Maroc a pour voisins l'Algérie à l'est et la Mauritanie au sud, bien qu'entre ce pays et le Maroc se situe le territoire contesté du Sahara occidental.

Sa superficie est de 446 550 km², si l'on exclut le Sahara occidental, et le pays compte environ 38 millions d'habitants.

Ayant acquis son indépendance en 1956, le Maroc est actuellement un royaume, avec la ville de Rabat comme capitale.



Carte du Maroc (Extrait du site nationsonline.org)

I. Le Maroc “marocain” (...-1912)

De nombreuses traces (outils agricoles, armes, peintures et gravures rupestres) prouvent un peuplement très ancien de la région.



2005, n° 1372

Gravure rupestre de cheval dans le Tafilalet, près de la frontière algérienne

Les premiers étrangers qui viennent installer des comptoirs le long des côtes sont les Phéniciens.

Vers le quatrième siècle a.C., plusieurs tribus berbères locales s'unissent pour former le royaume de Maurétanie.

Les rois de Maurétanie font deux fois le bon choix : d'abord en s'alliant avec Rome contre Carthage, à la fin du troisième siècle a.C., plus tard en s'alliant à Jules César contre Pompée, dans la deuxième moitié du premier siècle a.C. Ces bons choix permettent au royaume de subsister, bien que tombant entièrement sous la dépendance de Rome.

C'est Rome qui place en 25 a.C Juba II, un prince d'origine numide, sur le trône de la Maurétanie. Celui-ci se marie avec la fille de Cléopâtre et de Marc Antoine. Il n'est évidemment plus qu'une marionnette entre les mains des Romains.

À sa mort en 23 p.C., son fils Ptolémée lui succède, jusqu'en 40 p.C., quand l'empereur Caligula le fait assassiner et met fin au royaume de Maurétanie, en annexant toute l'Afrique du Nord à l'Empire romain.



*Algérie, 2004, n° 1368
Juba II*



*Algérie, 2005, n° 1430
Ptolémée de Maurétanie*

L'Afrique du Nord est donc entièrement romaine à partir de 40 p.C. La Maurétanie est divisée en deux provinces : la province orientale devient la Maurétanie césarienne, pour une grande partie dans l'Algérie actuelle, et la partie occidentale devient la Maurétanie tingitane, qui correspond grosso modo au Maroc actuel, et dont la capitale est Tingis, qui deviendra Tanger.

La longue présence romaine au Maroc a laissé de nombreux vestiges, dont les plus importants se trouvent à Volubilis, près de Moulay Idriss. Volubilis est pendant l'Empire romain une ville prospère, surtout au troisième siècle p.C.

Ses ruines sont imposantes, comme son Capitole, sa basilique et l'arc de Caracalla.



1923, n°s 122 & 123

Les ruines de Volubilis



2000, n° 1265



1950, P.A. n°s 79/80

L'arc de Caracalla à Volubilis

La Maurétanie tingitane est progressivement christianisée, et surtout après l'édit de Milan, promulgué en 313 par l'empereur Constantin, qui institue la liberté de culte, la religion chrétienne y connaît un grand succès.

Le pays a ensuite connu la domination des Vandales, puis celles des Byzantins. Ayant développé cette période dans la partie consacrée à l'Algérie, je n'y reviens pas ici.

Il faut cependant souligner que pendant les périodes romaine, vandale et byzantine, de nombreuses tribus berbères formaient des petits royaumes et vivaient dans une autonomie presque totale. Tout va changer avec l'arrivée des Arabes au VIII^e siècle.

La conquête du Maghreb par les Arabes se situe dans la deuxième moitié du septième siècle. Elle est réalisée en trois étapes et est achevée en 709. La résistance, rencontrée par les Arabes dans cette conquête, ne provient pas tellement des forces byzantines, mais surtout des tribus berbères.

Les premiers gouvernants du Maroc sont les Omeyyades, dépendant du califat de Damas. Mais vers 740, les tribus berbères se soulèvent, chassent les Omeyyades, et le Maroc se morcelle en plusieurs petites entités indépendantes.

Après les Omeyyades viennent en 789 les Idrissides, qui vont régner pendant presque deux siècles, jusqu'en 985. Le roi Idriss I^{er} réalise l'unification du pays, mais c'est surtout son fils, Idriss II, qui sera le grand monarque de cette dynastie.

Idriss I^{er} est le fondateur de la ville de Fès, mais c'est son fils Idriss II, qui règne de 791 à 828, qui fait de Fès la capitale de son royaume. La ville de Moulay Idriss, près de Volubilis, s'est développée autour du tombeau du roi Idriss I^{er}.

C'est sous les Idrissides qu'est fondée l'université et la mosquée Karaouiyne, qui datent du neuvième siècle. C'est la plus ancienne université encore en activité du monde entier.



1960, n°s 405/409

1100^e anniversaire de l'université Al Karaouiyne



1978, n° 817
Moulay Idriss

Mais dès 930 s'amorce la décadence des Idrissides, qui sont progressivement refoulés par les Omeyyades qui viennent d'Espagne et par les Fatimides qui viennent de l'est de l'Afrique du Nord. Ces deux dynasties vont se combattre pendant plus d'un siècle, une lutte dont profitent plusieurs tribus locales berbères, en choisissant alternativement le camp qui leur convient le mieux, pour constituer des petits royaumes et émirats jouissant d'une grande autonomie.

Une nouvelle dynastie, les Almoravides, parvient à s'emparer vers 1060 de tout le territoire qui forme le Maroc actuel. Il vont régner sur la pays jusqu'en 1147. Leur roi Abou Bakr fonde en 1062 la ville de Marrakech, dont il fait sa capitale.

Lors de l'extension maximale de leur empire, dans le premier quart du XII^e siècle, Les Almoravides règnent sur tout le nord-ouest de l'Afrique et sur la moitié méridionale de l'Espagne.



1960, n° 404
900^e anniversaire de Marrakech

Les derniers rois almoravides sont battus par une nouvelle dynastie, les Almohades, qui conquièrent Marrakech en 1147 et qui sont les maîtres du Maroc de 1147 à 1269.

Sous les Almohades, l'art et surtout l'architecture connaissent leur apogée, et l'on peut encore maintenant admirer au Maroc les chefs-d'œuvre architecturaux édifiés sous leur dynastie.

Les plus importants sont la tour Hassan à Rabat et la mosquée Koutoubia à Marrakech. Sur leur modèle sera également construite la Giralda de Séville.



1917, n°s 64 & 65



1923, n°s 99 & 100



La Tour Hassan de Rabat



1927, n° 113

La Koutoubia de Marrakech



2000, n° 1260



1992, n° 1129

*La Koutoubia de Marrakech
et la Giralda de Séville*

La dynastie almohade décline rapidement dans le XIII^e siècle. Elle perd la majeure partie de ses possessions en Espagne, où elle ne conserve que Grenade, tandis qu'au Maroc, elle doit de plus en plus se replier face aux Mérinides. Ceux-ci s'emparent de Marrakech en 1269 et fondent une nouvelle dynastie au Maroc.

La dynastie des Mérinides va durer de 1269 à 1465. Les Mérinides redonnent à Fès son statut de capitale, en remplacement de Marrakech. Cette période n'est pas la plus glorieuse pour la Maroc : pendant deux siècles, des sultans, des princes et des vizirs vont se combattre et s'entretuer sans cesse dans l'espoir d'atteindre le pouvoir suprême au Maroc.

Du point de vue architectural, les Mérinides ont eu le souci en premier lieu d'embellir la ville de Fès. Ce sont surtout les deux importantes médersas (écoles coraniques) de Fès qui témoignent de l'art mérinide : la médersa Bou Inania et la médersa Attarine.



1976, n° 753

La médersa Bou Inania de Fès



1933-1934, n°s 143 & 143A

La médersa Attarine de Fès



Les Mérinides ont également développé les fortifications de la ville, construisant de nombreuses très belles portes donnant accès à la ville. La plus belle est Bab (= porte) Dekkakin.



1923, n°s 101/103
Bab Dekkakin de Fès

C'est pendant le règne des Mérinides que deux grands noms de la science arabe vont s'illustrer au Maroc au XIV^e siècle : Ibn Khaldoun et Ibn Battûta.

Ibn Khaldoun est un des plus grands savants de son époque. Historien, géographe et économiste, ses analyses et ses observations sur la vie sociale et politique dans le Maghreb en font un véritable précurseur de la sociologie et de la démographie actuelles.

Ibn Battûta, d'origine berbère, est un voyageur infatigable qui en 25 ans parcourt plus de 120 000 km, en Europe, en Afrique et en Asie, allant jusqu'en Extrême-Orient. Le compte-rendu de ses voyages forme une source inépuisable pour la connaissance du monde du XIV^e siècle.



1963, n° 456



2007, n° 1457

Ibn Khaldoun



1963, n° 458



1966, n° 508

Ibn Battûta



2004, n° 1345

Une période d'anarchie et de chaos, pendant laquelle plusieurs dynasties locales essaient de s'approprier le pouvoir, succède aux Mérinides. Elle va durer jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

Cette période est cependant intéressante, car c'est alors que le Portugal essaie de s'approprier toute la zone côtière du Maroc actuel. Leur présence commence en 1415 avec la prise de Ceuta, suivie en 1471 par la conquête de Tanger.

Ensuite, le Portugal conquiert à la fin du XV^e siècle et aux débuts du XVI^e siècle plusieurs villes du littoral atlantique, comme Safi, Azemmour, Larache, Mogador (actuellement Essaouira) et Mazagan (actuellement El Jadida). Ils y construisent des fortifications, comme les remparts de Mogador et le château de la mer de Safi, mais l'intérêt de Lisbonne pour le Maroc est tellement faible, que toutes les villes que le Portugal contrôlait, sauf deux, retombent déjà au XVI^e siècle entre les mains des Marocains. Ils ne garderont que deux villes :

- Tanger, que Lisbonne offre en 1661 au roi d'Angleterre Charles II comme cadeau pour son mariage avec Catherine de Bragançe. L'Angleterre cédera ensuite la ville de Tanger au Maroc en 1684.
- Mazagan, qui ne retournera au Maroc qu'en 1769 .

Les Espagnols veulent également leur part du gâteau, et s'emparent d'une partie de la côte méditerranéenne du Maroc actuel, avec Melilla, conquise en 1497, et Ceuta, qui devient espagnole en 1580, lorsque Philippe II devient également roi du Portugal.



1955, n° 360
Citerne à Mazagan



1953, n° 325
Remparts de Mogador
Constructions portugaises au Maroc

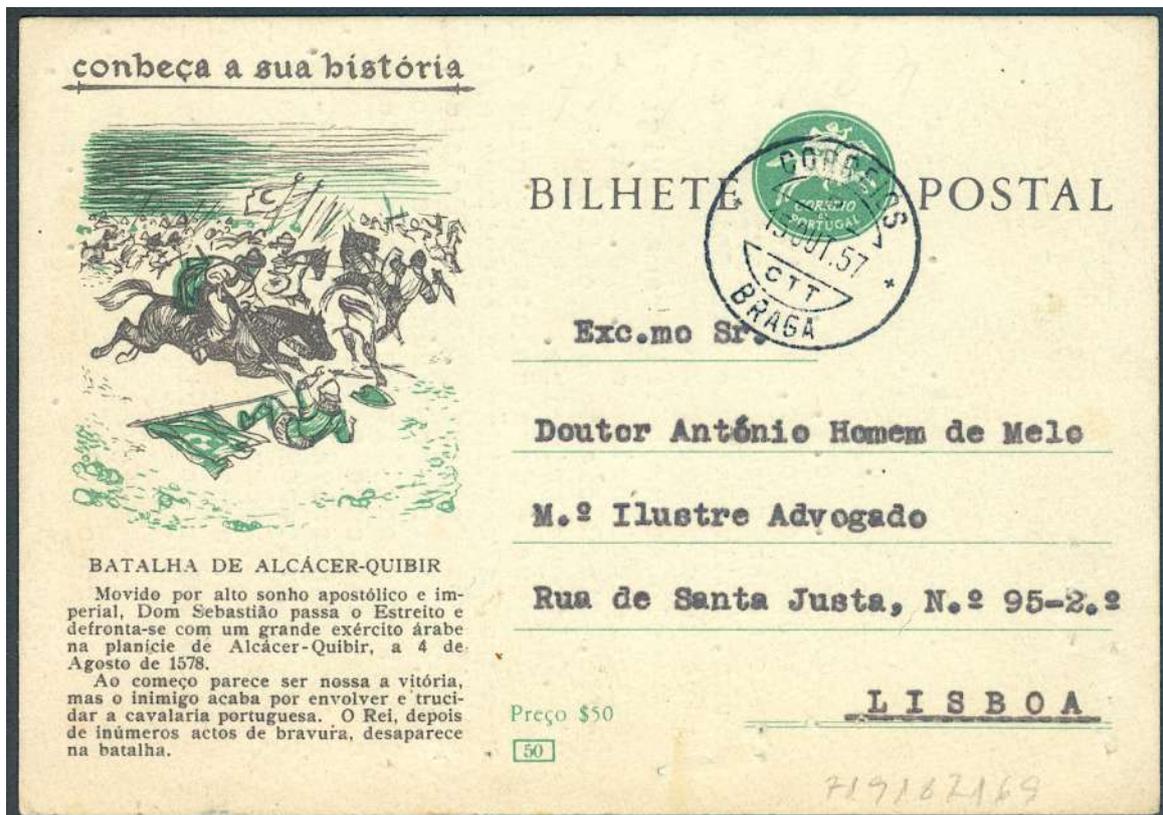


1955, n° 357
Le château de la mer à Safi

La dynastie suivante qui règne sur le Maroc est celle des Saadiens. Elle va gouverner le pays pendant plus d'un siècle, de 1554 à 1659. C'est une période faste pour la Maroc, avec une forte extension de son territoire en Afrique.

Le fait le plus important de cette période est la bataille dite *des trois rois*, qui a lieu le 4 août 1578. Cette bataille, qui a lieu à Ksar el Kébir, dans le nord du Maroc, est la conséquence de la stupide ambition du roi du Portugal Sébastien I^{er} de conquérir le Maroc, afin de le convertir au christianisme. C'est une défaite totale pour le Portugal, et le roi, ainsi que son allié le sultan déchu Muhammad al-Mutawakkil y trouvent la mort, tout comme le sultan saadien Abd al-Malik, qui meurt de maladie le jour même de sa victoire totale.

Cette victoire saadienne permet au nouveau sultan Ahmed al-Mansour de commencer un règne fastueux et prospère de 1578 jusqu'à sa mort en 1603.



1957, entier postal du Portugal illustrant la "Bataille des trois rois" de 1578

Les Saadiens font à nouveau de Marrakech leur capitale. Les *Tombeaux saadiens*, une nécropole royale à Marrakech où sont inhumés les principaux sultans saadiens du Maroc, témoigne de leur faste.



1933, n°s 147/149

Les tombeaux saadiens à Marrakech

Ensuite, à partir de 1664, c'est la dynastie alaouite qui règne sur le Maroc. Ce sont actuellement encore toujours les descendants de cette dynastie qui occupent le trône marocain.

Le principal sultan de cette dynastie est Moulay Ismaïl qui règne de 1672 à 1727. Son long règne constitue l'apogée de la puissance marocaine, grâce à ses succès militaires, mais aussi grâce aux relations diplomatiques qu'il entretient avec toutes les grandes puissances européennes. Il est pour le Maroc ce que Louis XIV, son contemporain, a été pour la France. Il fait de Meknès sa capitale, où il construit, en plus de fastueux palais, de mosquées et de jardins, d'imposantes murailles avec des splendides portes, dont la plus célèbre est Bab el Mansour.

Sa mort en 1727 est suivie d'une période de crise dynastique, due à d'incessants conflits familiaux. Cette période va durer trois décennies, jusqu'en 1757.



1963, n° 455

Le sultan Moulay Ismaïl



1927, n°s 118 & 119

Meknès, Bab el Mansour



1999, n° 1237

L'unité et l'ordre sont rétablis sous le sultan Mohammed III, qui règne de 1757 à 1790. Il continue l'œuvre de Moulay Ismaïl en ouvrant le Maroc aux influences occidentales. Le Maroc est d'ailleurs le tout premier pays à reconnaître l'indépendance des États-Unis en 1777.

Après une nouvelle période d'anarchie commence en 1792 le règne du sultan Moulay Slimane, un des fils de Mohammed III, qui va durer jusqu'en 1822. Contrairement à ses glorieux prédécesseurs, il mène une politique isolationniste, fermant le Maroc au commerce avec l'Europe. Mais les difficultés s'amoncellent, et le sultan doit sans cesse faire face à de nombreuses insurrections et tentatives pour le renverser.

Finalement, son neveu Moulay Abderrahmane s'empare du pouvoir en 1822, et il va occuper le trône marocain jusqu'en 1859. Mais sous son règne, l'appétit colonial s'éveille en Europe, et la convoitise de plusieurs puissances européennes va se concentrer sur le Maroc.

Son successeur est son fils Mohammed IV, qui règne de 1859 à 1873, et qui ne pourra que constater d'une façon impuissante l'ingérence progressive des nations occidentales au Maroc.



1964, n° 471

Le sultan Moulay Abderrahmane (œuvre de Delacroix)



1964, n° 479

Le sultan Mohammed IV

L'intérêt croissant des puissances européennes se concentre initialement sur l'Afrique du Nord, et la première nation qui concrétise cet intérêt est la France, avec l'occupation de l'Algérie à partir de 1830. Le Portugal s'était déjà entièrement retiré du Maroc, après la perte de son dernier bastion, Mazagan, en 1769.

Le sultan Moulay Abderrahmane ayant soutenu Abd el-Kader dans sa résistance contre l'occupation française, les troupes françaises se retournent contre lui, et l'armée marocaine est défaite à la bataille d'Isly, à la frontière algéro-marocaine, le 14 août 1844. Les villes de Mogador et de Tanger sont bombardées, et le traité de Tanger, signé le 10 septembre 1844, fixe la frontière - un tracé très favorable à l'Algérie française - entre le Maroc et l'Algérie.

L'Espagne, qui possède déjà Ceuta et Melilla, ne veut pas rester en arrière, et déclenche la guerre avec le Maroc en 1859. La victoire des Espagnols leur permet de s'emparer de la ville côtière de Tétouan.

Le sultan Moulay Hassan I^{er}, qui règne de 1873 à 1894, essaie de préserver son pays des ingérences européennes. Il modernise l'armée, l'économie et l'agriculture et il améliore les infrastructures du Maroc. Mais sa politique engendre d'importantes difficultés financières qui le contraignent à signer des conventions commerciales avec les pays européens, ce qui accélère la domination économique du Maroc par les grandes puissances.



1962, n° 452



2002, n°s 1314/1315

Le sultan Moulay Hassan I^{er}



La France et la Grande-Bretagne signent en 1904 un accord, où le Royaume-Uni accepte que le Maroc devienne une zone d'influence française, en échange de recevoir les mains libres en Égypte.

L'Allemagne tient cependant à jouer son rôle, et en 1905, le Kaiser Guillaume II fait un voyage théâtral à Tanger.

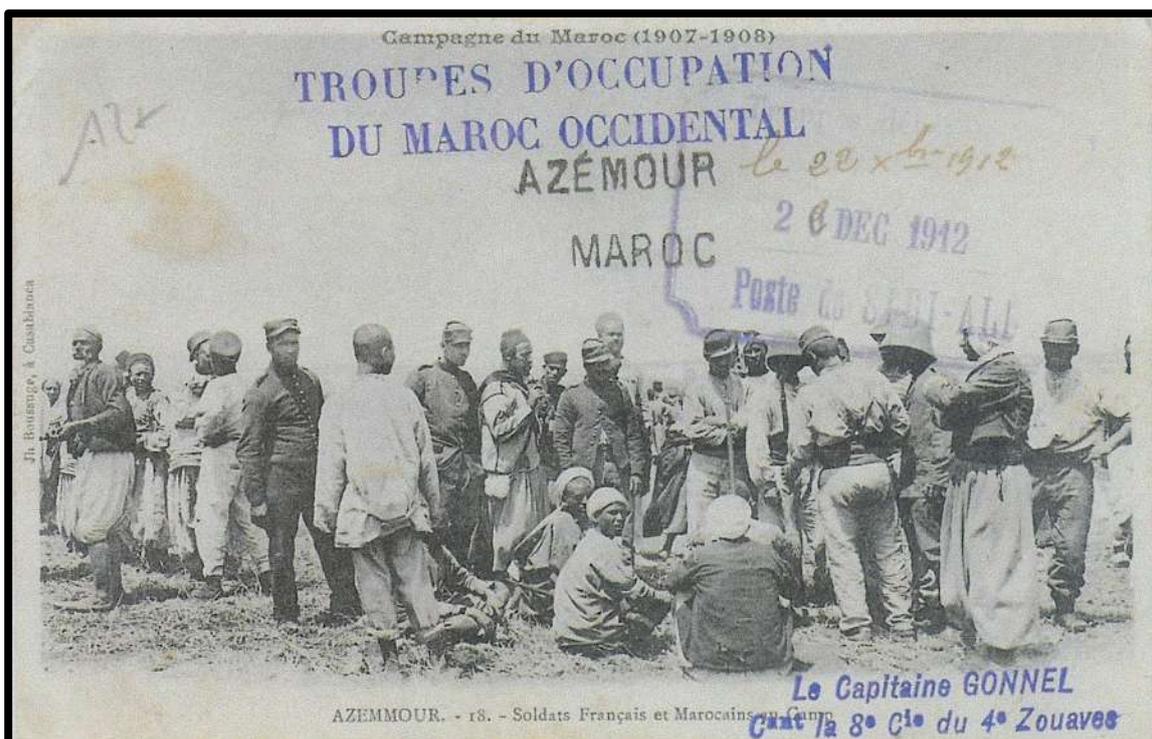
La conférence internationale d'Algésiras, qui se tient du 7 janvier au 6 avril 1906, aplanit temporairement les difficultés. Le Maroc garde officiellement son indépendance, mais tombe économiquement, financièrement et militairement entièrement sous la coupe de la France, pour la majeure partie du pays, et de l'Espagne, pour le Rif (la région septentrionale du Maroc).



Carte postale montrant la délégation marocaine à la conférence d'Algésiras

L'Allemagne, la grande perdante d'Algésiras, essaie en 1911 d'occuper Agadir. Le conflit est aplani en donnant à l'Allemagne quelques territoires au Cameroun en échange de sa renonciation au Maroc.

Au Maroc, c'est le très jeune Moulay Abdelaziz qui succède à son père Moulay Hassan en 1894, mais il est évincé par son frère Moulay Abdelhafid en 1908. Le Maroc croule sous les dettes, et Moulay Abdelhafid, incapable de redresser le pays et de maintenir l'ordre, est contraint de signer le 30 mars 1912 le traité de Fès, qui met fin à la souveraineté du Maroc, placé sous protectorat français, bien que le sultan reste officiellement le chef de l'État, mais n'exerçant plus aucun pouvoir.



Carte postale de 1912 illustrant la présence militaire française au Maroc

II. Le Maroc français et espagnol (1912-1956)

Moulay Abdelhafid, déprimé et se trouvant face à l'opposition d'une grande partie de la population qui considère le traité comme une trahison, abdique en 1912 en faveur de son frère Moulay Youssef.

Bien que le traité de Fès ne concerne que la France et le Maroc, il était convenu à l'avance que la France donnerait le contrôle du Rif, la zone septentrionale du Maroc, à l'Espagne, en "sous-protectorat".

Le grand homme du protectorat français est le maréchal Hubert Lyautey. Après avoir servi en Indochine (1894-1897) et à Madagascar (1897-1902), où il est le second du général Joseph Gallieni, il est muté en 1902 en Algérie et au Maroc, où il apprend à connaître en profondeur la culture et les traditions locales.

Le 28 avril 1912, Lyautey est nommé "résident-général de la France au Maroc". C'est une fonction qui est l'équivalent de vice-roi. Le premier travail de Lyautey consiste à conquérir les zones dissidentes (Taza au nord-est, Khenifra à l'est et Marrakech, avec tout le sud marocain).



1954, n°s 337 & 338



Le maréchal Hubert Lyautey



France, 1950, n° 950

Après de dures campagnes militaires, ces territoires sont conquis, puis commence la grande œuvre de Lyautey, qui repose sur deux piliers : d'une part, la protection de tous ceux qui veulent coopérer avec la présence française, et d'autre part, un grand respect pour les élites locales qui se montrent favorables à ce protectorat, le sultan en premier lieu.

Il espère en effet gagner la population des zones conquises en promouvant tout ce qui peut mener à un meilleur développement du pays : construction de routes, de ponts, de chemins de fer, d'installations portuaires, d'égouts, etc. Il attache une grande importance à une bonne urbanisation des villes, avec la modernisation des rues et des bâtiments, notamment à Rabat et à Casablanca, ainsi qu'à la restauration et à l'entretien des vieux bâtiments et des trésors artistiques du passé. Tous ces travaux ne sont pas réalisés contre les populations locales, mais avec elles : rien n'est fait sans leur accord. Sa thèse est toujours la même : la fonction du protectorat français est d'aider et de conseiller, et non de gouverner directement.



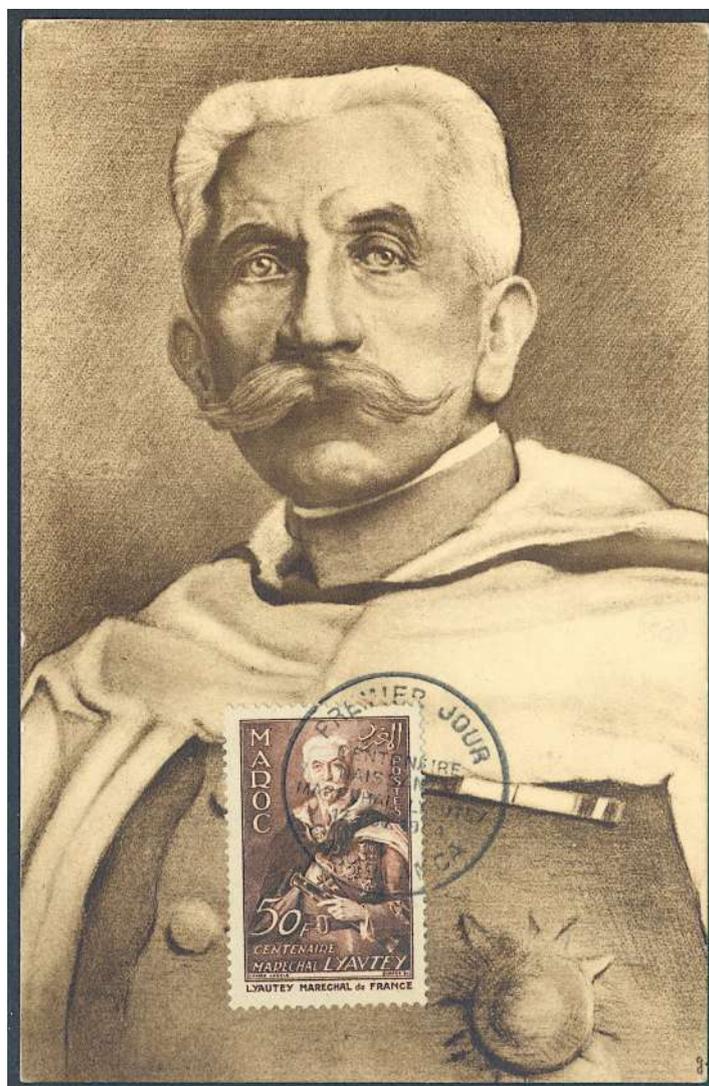
1954, n°s 335/336



Coopération entre Lyautey et les élites marocaines

En décembre 1916, en pleine guerre, il est rappelé en France et nommé ministre de la guerre, mais après moins de trois mois, il présente sa démission, pour retourner à son cher Maroc.

De retour au Maroc, il poursuit son travail. Infatigablement, il donne au Maroc une prospérité inconnue jusqu'alors, basée sur les revenus de l'exploitation des très riches mines de phosphate. Lyautey veillera toujours à ce que ces revenus profitent à la population marocaine, plutôt que de les voir tomber entre les mains d'entreprises privées françaises.



*Maroc, carte maximum de 1954 avec le timbre n° 338
Le maréchal Hubert Lyautey*

Sa façon particulière de gérer le protectorat français et son aversion à laisser le Maroc tomber entre les mains des colons français lui procurent de plus en plus d'ennemis, tant localement qu'en France. Surtout lorsqu'un cartel de gauche arrive au pouvoir en France en 1924, sa position devient de plus en plus difficile : on cherche un moyen de le démettre de ses fonctions. On pense que Lyautey en fait trop pour le Maroc et trop peu pour la France...

La guerre du Rif, qui commence en 1924, lui donnera le coup de grâce. Dans les montagnes du Rif, situées dans le nord du Maroc et de l'Algérie, un leader local, Abdelkrim al-Khattabi, appelle à la révolte contre la France. Lyautey espère pouvoir résoudre le problème par la diplomatie, mais ses tentatives d'apaisement du conflit ne trouvent aucun écho à Paris. Le gouvernement français exige que les rebelles soient traités durement et sévèrement, et Lyautey est remplacé par Pétain, le vainqueur de Verdun, qui, de concert avec les troupes espagnoles, mène une guerre impitoyable contre les forces d'Abdelkrim, qui est finalement battu.

Lyautey offre sa démission qui est acceptée avec joie à Paris, et il quitte définitivement le Maroc en 1925. L'incompréhension à laquelle il a toujours été confronté, la méconnaissance des résultats spectaculaires qu'il a obtenus et son infatigable lutte contre l'inertie de l'administration française ont fait de Lyautey un homme désillusionné et aigri. Lorsque le premier ministre français Pierre Laval le rencontre et lui demande son avis sur les affaires du Maroc, la réponse de Lyautey est cinglante : "Le Maroc ? Connais pas".



1935, n°s 150/152 & P.A. 40

Série émise au profit d'un fonds pour l'érection d'une statue de Lyautey à Casablanca



1946, n°s 241/243 & P.A. 59

Statue équestre de Lyautey à Casablanca, une œuvre du sculpteur François Cogné

Dans la zone espagnole, les tribus berbères commandées par Abdelkrim al-Khattabi, se soulèvent en 1921 et infligent à l'armée espagnole une cinglante défaite à Anoual, non loin de Melilla, fin juillet-début août 1921. Cette défaite coûte la vie à presque 10 000 soldats espagnols.

La guerre du Rif va durer jusqu'en 1927. Abdelkrim sera finalement défait, après six années de combat, par une coalition franco-espagnole de 500 000 soldats. On estime à 150 000 le nombre de civils morts pendant la guerre du Rif.



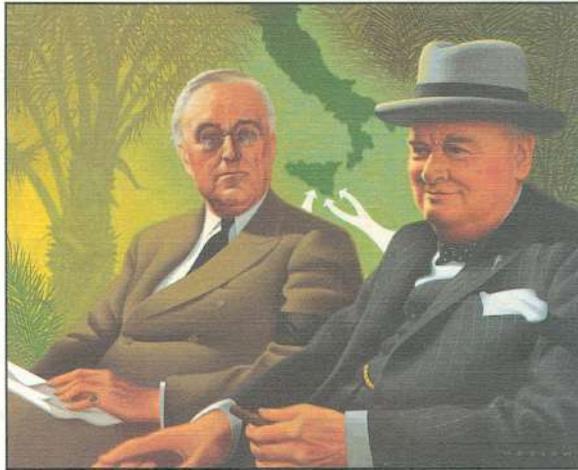
2021, n° 1919

100^e anniversaire de la bataille d'Anoual

Après le départ de Lyautey, et contrairement à lui, la nouvelle administration française du Maroc favorise de plus en plus les intérêts de la France au détriment de ceux du Maroc, ce qui provoque une nette montée des mouvements nationalistes et autonomistes.

Mohammed V a succédé à son père Moulay Youssef en 1927, et son attitude pendant la guerre lui donne beaucoup de prestige. Il s'oppose aux mesures anti-juives imposées par Vichy, qui est représenté au Maroc par le général Noguès. Il se range entièrement du côté des Alliés lors de leur débarquement en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 (*opération Torch*). C'est au Maroc que se tient la conférence de Casablanca, en janvier 1943, qui prépare l'après-guerre. Roosevelt, Churchill, de Gaulle et Giraud y participent.

OFFICIAL FIRST DAY COVER



Casablanca Conference
January 14, 1943



Jean-Luc STAEDEL
poste restante
CONSEIL DE L'EUROPE
F 67000 STRASBOURG
France

FDC des îles Marshall de 1993 pour le 100^e anniversaire de la conférence de Casablanca. Churchill et Roosevelt lors de cette conférence.



1957, n^{os} 380/382
30^e anniversaire de
l'accession au sultanat de
Mohammed V



Carte maximum de 1957 avec le timbre n^o 380. Mohammed V

Le mouvement nationaliste s'accroît fortement après la guerre, avec la fondation du Parti de l'Istiqlal (= parti de l'indépendance) en 1943. Le sultan Mohammed V se prononce lui-même pour l'accession à l'indépendance, dans un fameux discours tenu à Tanger le 10 avril 1947.



1987, n°s 1026/1027
40^e anniversaire du discours de Tanger de Mohammed V

Devant cette montée du nationalisme, la France réagit en exilant le 20 août 1953 Mohammed V. Cette mesure déclenche le même jour une insurrection généralisée, durement réprimée.



1979, n° 833



1993, n° 1147



2013, n° 1673

25^e, 40^e et 60^e anniversaire de l'insurrection du 20 août 1953

La France se rend compte que la prolongation du protectorat est impossible, et entame des négociations avec les nationalistes marocains. Le 16 novembre 1955, Mohammed V rentre triomphalement à Rabat.

Le 2 mars 1956, l'indépendance du Maroc est proclamée conjointement par la France et par le Maroc. Le 7 avril de la même année, l'Espagne renonce également à son protectorat, et la zone du Rif rejoint le Maroc indépendant. Et le 29 octobre 1956, la zone de Tanger, qui jouissait d'un statut international particulier, rejoint à son tour le Maroc indépendant.



1986, n° 998

Armoiries du Maroc indépendant

III. Le Maroc indépendant (1956-...)

Le Maroc est donc devenu indépendant en trois phases successives (Maroc français, Maroc espagnol et Tanger) en 1956. C'est une monarchie constitutionnelle, avec Mohammed V qui devient maintenant le roi du Maroc.



1966, n° 498



1975, n° 738



1990, n° 1089



1995, n° 1186



2000, n° 1273

Quelques-unes des très nombreuses commémorations de l'indépendance



1956-1957, n°s 362/368
Le roi Mohammed V

Une catastrophe qui survient à la fin du règne de Mohammed V est le tremblement de terre d'Agadir, le 29 février 1960, qui fait près de 15 000 victimes. La reconstruction de la ville s'amorce rapidement grâce à une aide internationale très intense.



1963, n°s 464/466



2000, n° 1254

Reconstruction d'Agadir après le tremblement de terre de 1960



2010, n° 1544

Le roi meurt à Rabat le 26 février 1961. Pendant son règne comme roi du Maroc, il a toujours manifesté son amitié envers la France et il a soutenu la présence militaire française, qui a plusieurs fois aidé le roi à mater des insurrections locales.

Le roi est inhumé dans un splendide mausolée, construit à Rabat au pied de la tour Hassan.



1975, n°s 739/740

Le roi Mohammed V et son fils et successeur le roi Hassan II





1971, n°s 622/624
Mausolée du roi Mohammed V à Rabat

Après la mort de Mohammed V, son fils lui succède sur le trône marocain sous le nom de roi Hassan II. L'effigie du roi figure sur d'innombrables timbres du Maroc, aussi bien des timbres d'usage courant que des timbres commémoratifs. Il suffit d'en montrer quelques-uns.



1962, P.A. n°s 106/110



1969, n° 588



1969, n° 596



1979, n° 831



1988, n°s 1061/1063
Le roi Hassan II





1981, n° 878



1986, n° 999
Le roi Hassan II



Carte commémorative de 1985 avec le timbre n° 994. Le roi Hassan II

Les premières années de son règne sont très difficiles, avec un climat politique très tendu. Le roi surmonte plusieurs tentatives de coup d'État et échappe à plusieurs tentatives pour l'assassiner. Il est contraint d'instaurer l'état d'exception dans son pays jusqu'en 1970.

Un référendum est cependant organisé en 1962 pour l'adoption de la première constitution du Maroc indépendant. Suite à la réponse positive de la population, les premières élections législatives ont lieu le 17 mai 1963, permettant l'installation du premier parlement élu du Maroc indépendant.

Un autre point positif pour le Maroc est l'évacuation totale des forces militaires étrangères du Maroc en 1963, après la signature d'un accord en 1960. Il s'agissait surtout de forces françaises et de quelques bases américaines.



1963, n° 468
Installation du premier parlement élu



1963, n° 470
Évacuation des forces militaires étrangères

Un des événements majeurs du règne de Hassan II se situe en 1975 : l'annexion au Maroc de la majeure partie du Sahara espagnol. L'Espagne occupait plusieurs zones dans le sud marocain :

- Le Sahara espagnol, lui-même composé de deux provinces : Rio de Oro et Seguia el-Hamra.
- La zone du cap Juby, avec la ville de Tarfaya.
- La zone autour de la ville d'Ifni.

Chaque élément de cet ensemble émet initialement ses propres timbres, jusqu'à ce que l'Espagne intègre en 1946 ces différentes parties dans un ensemble global, appelé *Afrique occidentale espagnole*.



Les territoires espagnols au Maroc



1961, n° 181



1974, n°s 299/300



Timbres du Sahara espagnol



1960, n°s 147 & 149

Timbres du territoire espagnol d'Ifni



1926, n°s 26 & 67
Timbres du cap Juby



Timbres de l'Afrique occidentale espagnole

Après son indépendance en 1956, le Maroc revendique ces territoires. Elle attaque le territoire d'Ifni, qu'elle conquiert en 1958, sauf la ville elle-même. La région du cap Juby, avec la ville de Tarfaya, est rétrocédée par l'Espagne au Maroc en 1958 et le Maroc récupère la ville d'Ifni en 1969.

L'Espagne propose une autonomie pour le Sahara espagnol en 1975, mais le Maroc estime avoir des droits sur ce territoire, et le roi Hassan II lance le 6 novembre 1975 la "Marche verte". C'est une grande marche pacifique de 350 000 personnes, encadrée par l'armée qui n'intervient cependant pas, vers le Sahara espagnol, pour bien montrer que le peuple marocain estime que ce territoire appartient au Maroc. Depuis 1975, la "Marche verte" est commémorée chaque année par une émission de timbres-poste.



1975, n° 745
La Marche verte



1987, n° 1041



1988, n° 1058



1990, n° 1088

Exemples de la commémoration annuelle de la Marche verte

Quelques jours plus tard, le 14 novembre 1975, l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie signent les accords de Madrid, qui partagent le Sahara espagnol : le Maroc reçoit la majeure partie, la Mauritanie une petite partie méridionale.

Mais une partie de la population locale n'accepte pas ce fait accompli. Elle avait déjà créé en 1973 un mouvement politique et militaire pour lutter pour l'indépendance, le *Front Polisario*.

Ce Front Polisario proclame en février 1976 l'indépendance du territoire sous le nom de *République arabe sahraouie démocratique* (RASD). Après presque cinquante ans, la situation n'est toujours pas réglée, et reste un problème insoluble pour les Nations-Unies, où certains pays soutiennent le Maroc et d'autres la RASD. Les Nations-Unies cherchent avec l'énergie du désespoir un compromis introuvable.

La RASD émet de nombreux timbres, qui ne sont cependant pas reconnus par l'UPU.



Exemples de timbres de la RASD, non reconnus par l'UPU

En 1989, les pays Nord-africains essaient de se regrouper dans l'*Union du Maghreb arabe* (UMA), une organisation politique et économique des cinq pays maghrébins : la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Le but en est de faciliter la libre circulation des biens et des personnes entre ces cinq pays, avec l'Union européenne comme exemple, mais les multiples dissensions politiques avec des conflits qui se suivent sans interruption, en premier lieu le problème du Sahara occidental, enlèvent toute efficacité à cette organisation.



1990, n° 1080

Premier anniversaire de l'Union du Maghreb arabe

Hassan II meurt le 23 juillet 1999, après avoir modernisé son pays et libéralisé son régime. Son successeur est son fils, qui devient roi sous le nom de Mohammed VI.

Alternant la libéralisation du régime et la réduction des libertés selon la situation du moment, il parvient à éviter dans une large mesure les remous du printemps arabe de 2011, auxquels n'échappent pas l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Le problème du Sahara occidental reste insoluble, et l'intégrisme religieux est également une menace pour le pays. Les problèmes restent donc immenses pour le Maroc, dont la stabilité du régime est une nécessité pour le monde occidental.



2000, n°s 1263/1264



2003, n°s 1331/1332



2001, n°s 1285/1288
Le roi Mohammed VI



2009, n°s 1524/1526

Le timbre n° 1524 est émis par un procédé lenticulaire : d'après la façon dont on tient le timbre, deux portraits complètement différents du roi apparaissent



2013, bloc 43
Le roi Mohammed VI

IV. Le puzzle des postes marocaines

Le fonctionnement des différents services postaux au Maroc est un véritable puzzle. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à un éminent spécialiste de la philatélie marocaine, dont les différents articles parus depuis 2010 dans les *OPUS* successifs, les livres annuels de l'Académie Européenne de Philatélie, m'ont énormément aidé pour voir un peu plus clair dans les nombreux services postaux qui se sont succédé ou qui ont fonctionné simultanément au Maroc.

1) Les bureaux étrangers

Les bureaux français

La France est le premier pays européen à ouvrir un bureau postal à Tanger, en 1852. À partir de 1891, ce sont les timbres de France qui y sont employés avec une surcharge en monnaie espagnole (centimos et pesetas).

L'année 1902 voit l'émission des premiers timbres avec la mention Maroc, mais toujours en centimos et pesetas. Après l'instauration du protectorat en 1912, les timbres antérieurs reçoivent à partir de 1914 la surcharge "Protectorat français". Le premier timbre portant la simple mention "Maroc" est émis en 1915 (une surcharge sur timbre français), et à partir de 1917 viennent les timbres montrant des monuments du Maroc, exprimés en centimes et francs.



Exemples de timbres français avec une surcharge en monnaie espagnole



Surcharge "Protectorat français" sur les timbres antérieurs, à partir de 1914



1915, n° 61

Premier timbre avec la mention "Maroc" en surcharge

Les bureaux anglais

La Grande-Bretagne suit l'exemple français dès 1857 en ouvrant son propre bureau postal à Tanger. À partir de 1898, les timbres de Gibraltar, qui avaient été émis entre 1889 et 1895 en monnaie espagnole, et qui étaient employés jusqu'alors sans surcharge dans les bureau anglais du Maroc, reçoivent une surcharge "Morocco Agencies". Puis, à partir de 1907, ce sont les timbres anglais qui reçoivent cette même surcharge, mais toujours en monnaie espagnole.

Ce système sera employé dans les bureaux anglais de la zone espagnole jusqu'à l'indépendance du Maroc en 1956. Mais dans la partie du Maroc qui était devenue un protectorat français en 1912, ils adoptent en 1918 la monnaie française (centimes et francs). Les bureaux anglais dans la zone française cessent leur activité en 1938.



Timbres de Gibraltar avec "Morocco Agencies" en surcharge



Timbres de Grande-Bretagne avec "Morocco Agencies" en surcharge et monnaie espagnole



Timbres de Grande-Bretagne avec "Morocco Agencies" en surcharge et monnaie française

Les bureaux espagnols

L'Espagne avait ouvert ses premiers bureaux en 1870. Les timbres espagnols employés dans ces bureaux reçoivent à partir de 1902 différentes surcharges successives ("Correo Español Marruecos", "Marruecos", "Protectorado Español en Marruecos", etc.). Les bureaux espagnols en zone française cessent leur activité en 1915, mais la poste espagnole continue à fonctionner dans le Rif, qui est sous son protectorat, jusqu'à l'indépendance du Maroc en 1956. Le protectorat espagnol émet ses propres - très beaux - timbres à partir de 1928.



Timbres d'Espagne avec différentes surcharges pour le Maroc



Timbres spécifiques pour le protectorat espagnol

Les bureaux allemands

L'Allemagne est la dernière puissance européenne à ouvrir ses propres bureaux, en 1899. Les timbres allemands sont surchargés "Marocco", avec l'indication de monnaie en centimos et pesetas. L'orthographe de la surcharge est modifiée en 1911 en "Marokko".

Le déclenchement de la première guerre mondiale contraint l'Allemagne à fermer ses bureaux dans la zone française dès 1914. Après la guerre, elle devra également fermer ses bureaux dans la zone espagnole en 1919.



Timbres allemands avec la surcharge "Marocco"

Timbres allemands avec la surcharge "Marokko"

2) Les postes locales

Les commerçants d'origine européenne, mais également les commerçants marocains, quasi exclusivement juifs, disséminés dans les différentes localités marocaines, n'avaient que peu de moyens pour correspondre avec leurs clients et fournisseurs. C'est pourquoi ils ont organisé des postes privées, de ville en ville, qui ont pour la plupart fonctionné entre 1891 et 1900. Très peu de lignes de postes locales poursuivirent leur activité après 1901, la dernière ligne en service cessa de fonctionner en 1911. Ces postes privées étaient mises à la disposition de tout le monde.

Les timbres émis pour affranchir le courrier empruntant ces postes locaux sont très recherchés sur lettres, surtout si ces lettres présentent un affranchissement mixte poste locale - bureau étranger.



Mazagan à Marrakech

Ksar el Kébir à Ouezzan

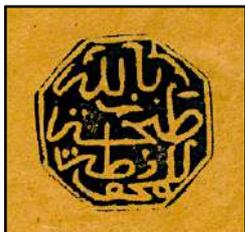
Tanger à Fez

Exemples de timbres des postes locales

3) Les postes chérifiennes

Ces postes locales étant pour lui un manque à gagner, le sultan Moulay Hassan I^{er} décide d'organiser sa propre poste, qui commence ses activités en 1892. Des porteurs (rekkas) transportent le courrier sur huit lignes entre treize villes. Les bureaux de ces treize villes reçoivent chacun un cachet rond et un cachet octogonal. Six couleurs différentes étaient employées pour apposer ces cachets sur le courrier qui empruntait cette poste chérifienne. Ces cachets, appelés cachets maghzen, ont été employés jusqu'en 1912.

Entre 1912 et 1913, quand les activités de la poste chérifienne prennent fin, ces cachets sont remplacés par des timbres-poste.



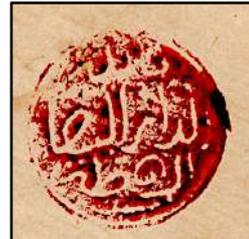
Tanger



Tétouan

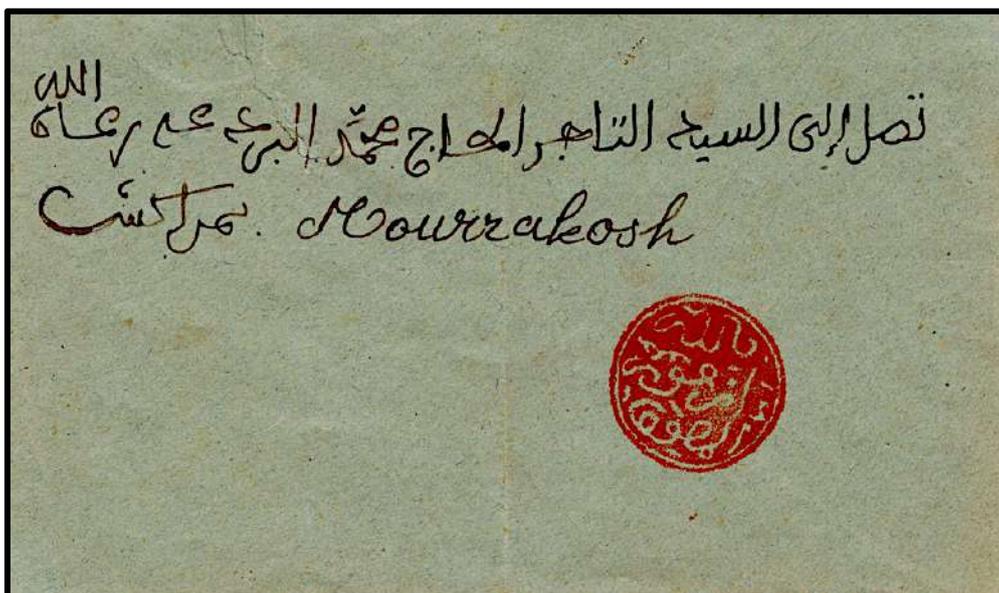


Rabat



Casablanca

Exemples de cachets maghzen (collection privée)



Lettre avec le cachet maghzen d'Azemmour (collection privée)



Exemples de timbres émis par les postes chérifiennes en 1912 et 1913

4) Tanger

Tanger avait déjà reçu un statut spécial lors de la conférence d'Algésiras de 1906, échappant au contrôle des Français et des Espagnols. Fin 1923, la ville devient une zone internationale, officiellement sous le contrôle du sultan, mais ce sont les puissances européennes qui y prennent toutes les décisions.

La France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont émis des timbres spécifiques pour la ville de Tanger :

- La France en apposant entre 1918 et 1929 la surcharge "TANGER" sur des timbres du protectorat français.



Surcharge "TANGER" sur des timbres du protectorat français

- La Grande-Bretagne avec des timbres anglais surchargés "TANGIER", entre 1927 et 1957.



Timbres de Grande-Bretagne avec "Tangier" en surcharge

- L'Espagne surcharge entre 1926 et 1939 des timbres espagnols avec la mention "Tanger ou "Correos Español Tanger". Elle émet même entre 1948 et 1951 des timbres spécifiques pour Tanger.



Timbres d'Espagne avec une surcharge pour Tanger



Timbres spécifiques pour Tanger

Il faut encore mentionner la tentative de l'Italie d'émettre à son tour un timbre pour Tanger. Un essai a été préparé en 1926, avec une feuille de 40 exemplaires d'un timbre à l'effigie du roi Vittorio Emanuele III au type Michetti qui reçoit une surcharge "TANGERI". Mais le bureau de poste italien à Tanger n'a jamais vu le jour, et cela s'est limité à un essai.



1926, essai de surcharge TANGERI. Non émis

5) La transition vers les timbres du Maroc indépendant.

Après l'indépendance du Maroc, obtenue en 1956 en trois phases successives (zone française, zone espagnole et Tanger), le fonctionnement de la poste reste encore pendant une courte période dans les mains des Français et des Espagnols. L'on ne parle plus de protectorat, mais de zone nord (le côté espagnol) et de zone sud (le côté français). Les deux zones émettent encore des timbres identiques, en 1956 et 1957, avec la légende "MAROC" pour la zone sud et "MARRUECOS" pour la zone nord. Les premiers timbres émis par les services postaux marocains datent du 20 avril 1958, toujours en francs. Le dirham n'est introduit sur les timbres qu'en 1962.



1957, n°s 374/376

Timbres émis dans la zone sud, avec la mention "Maroc"



1957, n°s 487/489

Timbres émis dans la zone nord, avec la mention "Marruecos"